Original : anglais/français

Appendice 1

**RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FERMETURE
DE LA PÊCHE D'ESPADON DE LA MÉDITERRANÉE**

ALGÉRIE

Me référant à l'exigence SWO 3006, concernant la communication d'informations sur la mise en œuvre de la fermeture de la pêche de l'espadon de la Méditerranée, conformément aux dispositions des recommandations 16-05 (paragraphe 13), j'ai l'honneur de vous informer que l'Algérie a mis en œuvre pour 2018, deux périodes de fermetures de la pêche à l'espadon, la première du 1^{er} octobre au 30 novembre et la seconde du 15 février au 15 mars de chaque année.

À la demande des professionnels de la pêche à l'espadon, l'Algérie a procédé au changement de la période de la fermeture saisonnière de la pêche à l'espadon, et ce, en application du paragraphe 11 tiret b) de la recommandation de l'ICCAT 16-05.

Ci-joint, la nouvelle réglementation (arrêté de 25 février 2018) fixant la nouvelle période de la fermeture saisonnière de la pêche à l'espadon, notifiée au secrétariat de l'ICCAT par mail, le 28 Juin 2018.

Concernant la mise en œuvre de la fermeture de la pêche d'espadon en Algérie, il est à noter que les périodes de fermeture de la pêche à l'espadon sont respectées à l'échelle nationale par tous les professionnels et qu'aucune infraction n'a été signalée durant la période de fermeture de la pêche à l'espadon du 15 Février au 15 Mars 2017.

Le système de contrôle et d'inspection est constitué comme suit :

Le Service National des Garde-côtes, en sa qualité d'autorité chargée de la police maritime, assure le contrôle et l'inspection de l'activité de la pêche au niveau des points d'accès portuaires aux fins de l'application de la réglementation en matière de pêche. Aussi, des contrôles en mer sont effectués.

Toutefois, les inspecteurs de pêche des Directions des Pêches des Wilayas, assurent la surveillance des débarquements des produits de la pêche, notamment durant la période de fermeture de la pêche à l'espadon.

Au niveau central, des rapports hebdomadaires concernant le suivi de la mise en œuvre de la fermeture de la pêche de l'espadon, sont transmis par les Directions de la Pêche des wilayas à façade maritime.

UNION EUROPÉENNE

1. Introduction

Aux termes des dispositions du paragraphe 13 de la Recommandation 16-05 établissant un programme de rétablissement pluriannuel pour l'espadon de la Méditerranée, les CPC sont tenues de contrôler l'efficacité des périodes de fermeture choisie en vertu du paragraphe 11 de ladite Recommandation. Les CPC devront soumettre à la Commission toutes les informations pertinentes sur les contrôles et inspections appropriés afin de garantir l'application de ces mesures.

L'Union européenne a informé la Commission, par une lettre en date du 5 décembre 2017 (Ares (2017)5949414), de son intention de mettre en œuvre la fermeture de la pêche de l'espadon de la Méditerranée du 1er janvier au 31 mars 2018. Cette période de fermeture ne s'ajoute pas à une fermeture entre le 1er octobre et le 30 novembre 2018.

2. Mise en œuvre et contrôle de la période de fermeture

Conformément aux dispositions du paragraphe 11 de la Recommandation 16-05 de l'ICCAT, la pêche de l'espadon a été clôturée dans tous les États membres de l'UE entre le 1er janvier et le 31 mars 2018. Les États membres de l'Union européenne ont mis en œuvre la fermeture par des actes législatifs dans le cadre de leur droit national respectif ou par des moyens administratifs (aucune autorisation de pêche octroyée).

Des mesures de contrôle et d'observation ont été définies sur la base d'une analyse des risques effectuée par les États membres de l'UE dans le cadre de leurs programmes nationaux d'inspection et d'observation, afin de garantir le respect des règles par les opérateurs pendant la période de fermeture.

Des inspections en mer (par des navires de patrouille et des moyens aériens), dans des ports et dans des entreprises ont été réalisées pour s'assurer qu'aucun débarquement d'espadon n'avait lieu ou que l'espadon non documenté ne soit commercialisé pendant la période susmentionnée. En outre, les États membres de l'UE ont surveillé les positions des navires VMS et AIS, et une analyse documentaire a été réalisée en recoupant les positions VMS, les carnets de pêche et les bordereaux de vente.

De plus, ces vérifications et contrôles accrus ont été effectués dans le cadre du plan de déploiement conjoint (« PDC ») de l'UE pour la pêche du thon rouge (BFT) coordonné par l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECF). Cette procédure s'applique depuis 2014, époque où le contrôle et le suivi de la pêcherie d'espadon sont exécutés sur décision de la Commission n° (2014/156/EU)¹. Cette décision a été modifiée en janvier 2018 par la décision de la Commission (UE) 2018/17. Elle fixe les conditions du PDC, étendant le programme de contrôle et d'inspection spécifique du thon rouge à d'autres espèces.

MAROC

Le Royaume du Maroc a mis en place les dispositifs appropriés pour l'application pertinente des termes de la Recommandation 13-04 adoptée par la Commission en novembre 2013, notamment son paragraphe 11 alinéa b) stipulant que « L'espadon de la Méditerranée ne devra pas être capturé (en tant qu'espèce cible ou en tant que prise accessoire), retenu à bord, transbordé ou débarqué durant la période comprise entre le 1er janvier et le 31 mars », laquelle période a été choisie par le Maroc à partir du 1^{er} janvier 2018, tel que indiqué dans le plan de pêche de l'espadon de la méditerranée communiqué au secrétariat de l'ICCAT.

Cela étant cette application est renforcée par les instruments législatifs ci-après :

- La fermeture de la pêche de l'espadon de la Méditerranée est réglementée par transposition des périodes de fermeture instaurées par l'ICCAT dans la réglementation nationale par promulgation d'un Arrêté Ministériel N°3315-17 du 18 décembre 2017 modifiant et complétant l'arrêté ministériel N°1176-13 du 8 avril 2013 publié au Bulletin Officiel N°6634 du 28 décembre 2017 ;
- Promulgation d'un Arrêté Ministériel au Bulletin Officiel N°6144 du 18 avril 2013 régissant la pêche de l'espadon de l'Atlantique Nord et de la Méditerranée Marocaine ;
- La taille marchande conformément aux dispositions de l'ICCAT (100 cm) transposée dans l'Arrêté Ministériel N°3315-17 du 18 décembre 2017 modifiant et complétant l'arrêté ministériel N°1176-13 du 8 avril 2013 publié au Bulletin Officiel N°6636 du 04 janvier 2018 et dans la réglementation nationale par l'arrêté ministériel N°2412.18 du 25 juillet 2018 complétant l'arrêté ministériel n°1154-88 du 20 safar 1409 (3 octobre 1988) fixant la taille marchande minimale des espèces pêchées dans les eaux maritimes marocaines;
- La réduction progressive du TAC de 3% conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la Recommandation 16-05 a été transposée dans l'Arrêté Ministériel N°2406-18 du 27 juillet 2018 modifiant et complétant l'Arrêté ministériel N°1176-13 du 8 avril 2013 régissant la pêche de l'espadon de l'Atlantique Nord et de la Méditerranée Marocaine ;

¹ Décision de la Commission (2014/156/EU) du 19 mars 2014 amendée par la décision d'application de la Commission (UE) 2018/17 du 5 janvier 2018 et établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection pour les pêcheries exploitant les stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée, d'espadon dans la Méditerranée et pour les pêcheries exploitant les stocks de sardines et d'anchois dans le Nord de la mer Adriatique.

- La fermeture de la pêche de l'espadon de la méditerranée instaurée à partir du 1er janvier au 31 mars 2018 est mentionné dans le plan de pêche de l'espadon de la méditerranée communiqué au secrétariat de l'ICCAT ;
- Tous les navires susceptibles de capturer l'espadon en Méditerranée sont soumis à l'obligation d'être inscrits sur le registre ICCAT « SWO MED VESSELS ».

Surveillance et contrôle

- Le Dahir n° 1-14-95 du 12 rejeb1435 (12 mai 2014) portant promulgation de la loi n° 15-12 relative à la prévention et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et modifiant et complétant le dahir portant loi n°1-73-255 du 27 chaoual 1393 (23 novembre1973) formant règlement sur la pêche maritime ;
- Décret N° 2-17-455 du 26 avril 2018 pris pour l'application de certaines dispositions au titre de la loi n°15-12 relative à la prévention et la lutte contre la pêche INN publié au Bulletin officiel du 17 mai 2018.
- Décret n° 2-17-456 du 15 mars 2018 pris pour l'application de certaines dispositions du dahir portant n° 1-73-255 du 23 novembre 1973 formant règlement sur la pêche maritime.
- Décret N° 2-09-674 du 17 mars 2010 fixant les conditions et les modalités d'installation et d'utilisation à bord des navires de pêche d'un système de positionnement et de localisation continue utilisant les communications par satellite pour la transmission des données qui vise, entre autres, l'obligation de disposer à bord d'un système de positionnement et de localisation pour tous les navires de pêche battant pavillon marocain opérant dans le cadre d'une pêcherie faisant l'objet de mesures de conservation et de gestion adoptées par des ORGP ;
- Arrêté du Ministre de l'Agriculture et la Pêche Maritime n° 3338-10 du 16 décembre 2010 relatif au dispositif de positionnement et de localisation des navires de pêche.

Conformément aux mesures prises dans le cadre du plan Halieutis, visant en particulier la préservation et la durabilité des ressources halieutiques, et en vue d'assurer le respect de la mise en œuvre des dispositions relatives la gestion et l'exploitation durable de ces ressources, le Département de la Pêche Maritime a renforcé le dispositif de contrôle instauré en mer, au niveau des ports et après débarquement. Ainsi la pêche de l'espadon se trouve couverte par les moyens de contrôle suivants :

- Un contrôle au niveau des ports de débarquement, sites de pêche et halles au poisson par la mobilisation permanente d'agents de contrôle du département de la pêche ;
- Un contrôle à terre avec le concours de la Gendarmerie Royale et des Autorités locales ;
- Un contrôle des navires par satellite (dispositif de positionnement et de localisation « VMS ») ;
- Un contrôle des navires en mer exercé par la Gendarmerie Royale et la Marine Royale
- Un système de déclaration obligatoire des captures au débarquement et un suivi du flux de commercialisation moyennant la procédure de certification des captures

Afin d'assurer un suivi efficace des captures, dont l'espadon, le Département de la pêche a également investi depuis 2011 dans un processus entièrement informatisé pour la certification des captures assurant une traçabilité complète depuis le débarquement jusqu'à l'exportation. L'informatisation du processus permet la disponibilité de l'information sur le flux des captures et une meilleure exploitation pour un contrôle et une vérification plus efficaces et plus efficaces et ce, dans l'objectif global de contrecarrer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Ainsi, les documents statistiques ICCAT sont validés pour l'espadon sous contribution du processus informatisé de certification des captures dans la vérification de la traçabilité.

TUNISIE

Conformément aux dispositions de la recommandation 16-05 relative au choix de saison de fermeture pour l'espadon de la Méditerranée, la Tunisie a communiqué à la Commission la période de fermeture du 15 février au 15 mars et du 1er octobre au 30 novembre.

En 2018, la pêcherie de l'espadon a été fermée du 15 février au 15 mars 2018, elle sera clôturée le 30 septembre 2018.

Cette fermeture est mise en œuvre essentiellement par :

- des textes législatifs dans le cadre de la loi N°94-13 du 31 Janvier 1994 relative à l'exercice de la pêche notamment ses articles 13 et 14 relatifs aux espèces dont la pêche est interdite et des circulaires diffusées aux services régionaux de la pêche pour prévenir et combattre la pêche d'espadon en dehors de la saison de pêche,
- des mesures administratives : aucune autorisation de débarquement ni de transport n'a été octroyée en dehors de la saison de pêche.
- Les opérations de contrôle sont renforcées à travers des campagnes mixtes de contrôle entre les services de la pêche, la garde marine et la garde nationale. En effet, des missions de contrôle sont réalisées durant la période de fermeture dans les ports de pêche et les marchés pour veiller à l'application des dispositions prises à ce sujet.

TURQUIE

Informations générales et cadre légal

Les informations suivantes ont été réunies en réponse aux exigences des dispositions du paragraphe 13 de la *Recommandation de l'ICCAT pour remplacer la Recommandation 13-04 de l'ICCAT et établir un programme pluriannuel de rétablissement pour l'espadon de la Méditerranée* [Rec. 16-05].

En 2012, la Turquie a fixé un mois supplémentaire de fermeture s'appliquant à la pêche d'espadon de la Méditerranée (Med-SWO) entre le 15 février et le 15 mars, en complément de la période de fermeture comprise entre le 1er octobre et le 30 novembre. Cette mesure a été annoncée le 15 décembre 2011. En 2018, la mesure susmentionnée s'appliquant à l'espadon de la Méditerranée reste en vigueur.

Afin de garantir l'efficacité de la mesure susmentionnée, le ministère de l'Alimentation, l'Agriculture et l'Élevage (MoFAL) a établi la notification relative à la régulation de la pêche commerciale dans les eaux maritimes et intérieures, s'appliquant à la période comprise entre 2016 et 2020, de manière à assurer une durabilité accrue des activités halieutiques, à améliorer la qualité des produits de la pêche et à mieux conserver les ressources halieutiques.

Réglementations techniques

- Il est interdit de capturer des espadons de moins de 125 cm.
- Pour capturer de l'espadon, il est obligatoire que les navires de pêche obtiennent un « permis de pêche » auprès de la direction provinciale délivrant la licence du navire. Les demandes de permis de pêche spécial de l'espadon présentées par les pêcheurs sont soumises à des critères techniques. Lorsqu'une demande présentée est approuvée par le Ministère, l'information afférente au permis spécial est simultanément enregistrée dans le système informatique des pêcheries (FIS) opéré par le Ministère.
- Pour la pêche palangrière des thonidés et de l'espadon, seuls les hameçons n°1 et n°2 avec une largeur d'ouverture inférieure à 2,8 cm sont permis.

Pendant la saison de fermeture, les pêcheurs d'espadon de la Méditerranée se consacrent à d'autres types de pêche côtière, au chalutage et aux activités touristiques ou d'aquaculture.

Autres mesures

Conformément aux dispositions pertinentes de la Rec. 16-05 de l'ICCAT, une liste des points désignés de débarquement d'espadon de la Méditerranée a été fournie et communiquée à l'ICCAT le jeudi 1 mars 2018. Des inspecteurs de la garde-côtière turque ont été formés afin de participer activement aux inspections concernant l'espadon de la Méditerranée dans le contexte du programme d'inspection internationale conjointe.

Des rapports trimestriels de captures ont été soumis à l'ICCAT dans le respect de l'allocation du TAC de la Turquie établi dans le document PA4-009B/2017.

En 2002 et 2003, l'Union européenne et l'ICCAT ont mis à exécution une recommandation interdisant l'utilisation de filets dérivants dans la Méditerranée. Après cela, l'utilisation du filet dérivant en Turquie a également été frappée d'interdiction en 2006.

Ultérieurement, la Turquie a fait part de sa volonté d'éradiquer l'utilisation de filet dérivant modifié par le biais de la circulaire ICCAT # 3225/2010. En conséquence, l'utilisation de tous les filets dérivants modifiés a été interdite à partir du 1er juillet 2011.

En conséquence, tous les navires de pêche équipés de filets dérivants modifiés se sont vus dans l'obligation de changer leurs engins de pêche conformément aux dispositions de la Notification révisée n°2/1 régissant la pêche commerciale. Le MoFAL a poursuivi ses efforts en vue de promouvoir l'emploi de méthodes de pêche et d'un engin de pêche plus sélectifs par la majorité des pêcheurs d'espadon turcs, ainsi que plusieurs activités de formation à l'échelle régionale.

Inspection et contrôle

L'inspection et les contrôles ont représenté l'activité principale du MoFAL en vue de garantir l'efficacité de la fermeture de la saison et les réglementations sur la taille s'appliquant à l'espadon de la Méditerranée. Les activités d'inspection, encore en cours, se concentrent dans les zones de pêche potentielles, les points de débarquement et les marchés de détail et de gros. Dans le cadre des inspections sur place et des contrôles périodiques réalisés à plusieurs lieux de débarquement et marchés, aucune quantité illégale ou non déclarée d'espadon de la Méditerranée n'a été déterminée en 2018.